

	s/c GRAF Ouagadougou, Burkina Faso	Phone : + 226 50 31 30 33 + 226 50 34 14 57 Email : wa_landnet@yahoo.com
---	---------------------------------------	--

**MISSION EXPLORATOIRE A LA FRONTIERE MALI - GUINEE POUR
UNE MEILLEURE COMPREHENSION DES DIFFERENTS ASPECTS
DU CONFLIT ENTRE SIRADIOUBA ET DALAKAN
(09-13 DECEMBRE 2007)**

RAPPORT DE MISSION

Présenté par

- Ibrahima Nabih Diakité, Conseil national société civile Guinée
- Amadou Kéita, GERSDA – Université de Bamako, Mali
- Ibrahim Maïga, Association jeunesse et développement, Mali
- Commandant Karamoko Dioubaté, REFMAP, Guinée
- Kô Samaké, Réseau Réussir La Décentralisation / Mali

Décembre 2007

Introduction

Contexte

Du 09 au 13 décembre 2007, sur l'initiative de LandNet West Africa avec l'assistance de l'International Land Coalition (ILC), une délégation conjointe malienne et guinéenne s'est rendue dans deux localités frontalières de ayant connu des conflits sanglants ces derniers mois. Depuis le début de l'année, plusieurs villages le long de la frontière Guinée-Mali, s'affrontent autour des problèmes fonciers. Ces affrontements ont provoqué des pertes en vies humaines (11 morts à ce jour) et d'importants dégâts matériels (destruction de champs et maisons, tueries et vols de bétails, etc.). Les événements les plus récents concernent les villages de Dalakan (Guinée) et Siradjouba (Mali) et justifient la visite de a délégation conjointe initiée par LandNet West Africa.

Depuis le déclenchement des conflits, les autorités, de part et d'autre de la frontière, se sont impliquées à travers des rencontres bilatérales aux différents niveaux de la hiérarchie administrative (rencontres interministérielles, entre les gouverneurs) en vue, d'une part, de sensibiliser les populations frontalières et, d'autre part, d'arrêter des mesures consensuelles ayant fait l'objet de résolutions et de communiqués. Malgré tous ces efforts, des problèmes subsistent encore, prenant des formes qui favorisent une crise perpétuelle entre les communautés frontalières.

La mission commanditée par LandNet West Africa vient renforcer les efforts déjà déployés par les gouvernements et les autorités administratives locales de la Guinée Conakry et du Mali en vue d'une résolution pacifique de ces conflits. La mission a rencontré les autorités administratives des deux pays, des personnes ressources et représentants des communautés des villages de Dalakan (Guinée) et de Siradjouba (Mali).

Objectifs de la mission

Les objectifs poursuivis par la mission sont les suivants

- ❖ Contribuer à apaiser les esprits et à la réduction des tensions locales;
- ❖ Recueillir des informations précises sur les causes et manifestations du conflit
- ❖ Nouer des contacts avec les personnes ressources locales (société civile, autorités décentralisés) en vue d'initier des actions ultérieures ;
- ❖ Faire un rapport circonstancié sur lequel Land Net basera ses interventions futures sur ce dossier et sur cette problématique.

I. Déroulement de la mission

Le programme de travail proposé par la délégation LandNet West Africa comportait des rencontres avec les autorités administratives frontalières de la Guinée et du Mali. Il prévoyait également des concertations avec les habitants des villages de Siradiouba (Mali) et de Dalakan (Guinée). A cause des difficultés liées à l'état des routes dans les deux pays, le calendrier initial a été réaménagé sans affecter le déroulement de la mission Par ailleurs, l'équipe de la mission, qui envisageait de visiter d'autres villages non prévus dans le programme, a dû renoncer à ce projet, pour se limiter aux deux villages préalablement choisis et qui sont aujourd'hui illustratives de la crise qui secoue la zone frontalière entre le Mali et la Guinée.

Côté guinéen, une rencontre a eu lieu entre la société civile et le Ministre de l'intérieur pour discuter des objectifs de la mission.

Lundi, 10 décembre 2007

Rencontre avec le gouverneur de Kankan (Guinée)

Cette rencontre a permis à la mission de mieux s'informer sur les enjeux du conflit et les efforts déployés par les autorités en vue de son apaisement. Elle a aussi contribué à favoriser l'implication des préfets et sous-préfets en vue d'un meilleur déroulement de la mission.

Rencontre à la préfecture de Mandiana (Guinée)

A Mandiana, les autorités ont fait l'historique des conflits et ont informé la mission sur la rencontre interministérielle tenue à Sélinké et sanctionnée par un communiqué conjoint en date du 15 août 2007. Elles ont aussi évoqué la rencontre entre les gouverneurs de Kankan et de Sikasso, tenue à Yanfolila (Mali) pour pacifier la situation à Niani. Il est également ressorti des entretiens que les autorités détiennent la liste des dégâts matériels causés et des biens enlevés.

La recherche d'informations au niveau de la préfecture de Mandiana s'est poursuivie par des échanges informels avec le sous-préfet de Niantanina (Guinée) qui a accompagné la mission dans une bonne partie de son exécution.

Mardi, 11 novembre 2007

Rencontre avec le Préfet de Yanfolila (Mali)

Cette rencontre a regroupé l'équipe de la mission avec le Préfet de Yanfolila, son adjoint, le Sous-préfet et le président du conseil de cercle de Yanfolila. Ces autorités ont donné des informations sur l'historique des conflits, les dégâts causés et les démarches entreprises en vue d'un apaisement.

Il a été fait mention des problèmes d'application des décisions politico-administratives pour gérer ces conflits. Un certain nombre de propositions ont été émises par le Préfet de Yanfolila :

- ❖ Prise de résolutions en tenant compte des mentalités et valeurs sociologiques des communautés (implication des communautés);
- ❖ Tenue d'échanges avec des leaders communautaires en vue de leur implication ;
- ❖ Analyse des centres d'intérêts et enjeux du conflit ;
- ❖ Isolement du conflit (éviter que le conflit s'élargisse sur d'autres localités frontalières).

Par ailleurs les interrogations suivantes ont été faites :

- Est-ce que les responsables administratifs actuels sont capables de gérer cette situation qui prévaut dans les zones frontalières?
- Quelle est la réaction des maires et conseils de cercle en face de cette situation?
- Existe-t-il de la confiance réciproque de part et d'autre de la frontière ?

En ce qui concerne les actions de renforcement des capacités des acteurs, le préfet a signalé le séminaire relatif à la gestion des conflits frontaliers tenu à Yanfolila (avec participation de la partie guinéenne) tout en souhaitant que cet exemple soit élargi à l'ensemble des frontières de la sous région.

Concernant les moyens matériels, le Préfet a déploré leur insuffisance au regard des tâches à exécuter dans une zone connaissant des conflits récurrents.

Rencontre avec le Sous-préfet de Guéléninkoro (Mali)

Le Sous-préfet a informé la mission sur les incidents survenus en date du 6 novembre 2007 et les dégâts causés. Tout en rappelant les causes du conflit lié à un déficit de terres, il a préconisé d'apporter aux victimes un appui sous forme de compensation pour les dommages causés.

Rencontre avec les habitants du village de Siradiouba (Mali)

La délégation, accompagnée par le Sous-préfet de Guelenikoro et des éléments de la Garde nationale du Mali, s'est rendue dans le village de Siradiouba où l'accueil a été plutôt tiède. Les villageois n'ont pas voulu s'expliquer sur les raisons du conflit et ont simplement formulé des griefs contre les habitants du village de Dalakan en exigeant que ceux-ci ne traversent plus le fleuve.

Mercredi, 12 décembre 2007

Rencontre avec les habitants du village de Dalakan (Guinée)

La délégation conjointe a été reçue par les autorités et les chasseurs du village en présence de nombreux habitants. Les habitants de Dalakan ont donné leur version des faits en se référant à l'histoire pour fonder leurs droits.

Jeudi, 13 décembre 2007

Rencontre avec les responsables de la préfecture de Madiana et le Gouverneur de Kankan (Guinée)

Il s'est essentiellement agi de faire un compte rendu des constats faits sur le terrain à ces autorités et de les sensibiliser sur les mesures urgentes à prendre afin d'éviter une détérioration de la situation. Toutes ces autorités ont fait des suggestions à l'équipe de la mission.

II. Les constats sur le terrain

A la lumière des entretiens et des faits observés, la mission a fait un certain nombre de constats présentés ci-après :

➤ ***Existence d'une tension extrême entre les deux communautés***

Le conflit qui oppose les villages des deux côtés de la frontière trouve son origine dans les problèmes fonciers. Dans les deux villages visités et dont le conflit date de

1963, les communautés sont très remontées l'une contre l'autre. A Siradiouba, les populations ont clairement affirmé qu'elles ne toléreraient pas que quelqu'un de Dalakan franchisse le fleuve. Pour elles, chacun devrait désormais rester chez soi. La présence de la mission dans le village a provoqué un incident qui est symptomatique du niveau de tension dans la zone. N'eut été l'intervention de l'unité de la garde nationale du Mali commandée par le lieutenant Alhassane Maïga, basée à Guéléninkoro, toute la délégation aurait été lynchée par la population de Siradiouba.

A Dalakan, la confrérie des chasseurs était prête à passer à une nouvelle offensive. Leur chef a fait comprendre qu'ils avaient décidé d'attaquer et d'anéantir Siradiouba. Ils ont ainsi donné 10 jours à la mission pour faire en sorte que les autorités déplacent le village malien. Ils promettaient, ce délai passé, de mettre à exécution leur décision. La délégation les a conjurés d'attendre 40 jours afin que l'on puisse saisir les autorités. Cette position, unanimement partagée par l'ensemble des membres de la mission, avait pour but d'alerter les autorités sur la gravité de la situation. Celles-ci devraient ainsi commencer à poser des actes de nature à rassurer les populations des deux côtés. Les populations de Dalakan ont accepté cette proposition.

➤ ***Rupture de la confiance et de toutes les relations entre les deux communautés***

La conséquence des événements sanglants successifs et de la tension persistante est que les populations des deux villages se considèrent mutuellement comme des ennemis. Ceci transparaît à travers la formule : « Celui qui a versé ton sang n'est plus ton frère ». Actuellement, il n'existe plus aucune relation entre les deux villages.

➤ ***Existence d'une volonté politique des deux Etats de trouver une solution aux conflits récurrents, qui ne se traduit pas cependant par des actes concrets***

Depuis les années 1960, les autorités des deux pays ont calmé les populations, sans pouvoir véritablement résoudre le conflit. Aujourd'hui, la pression sur les ressources est devenue plus forte et d'autres facteurs comme la découverte des mines d'or et l'arrivée de « nouveaux acteurs » (agro businessmen) ont fait évoluer la nature du conflit qui est devenu économique.

Ces dernières années, il y a eu plusieurs rencontres entre les autorités politiques et administratives maliennes et guinéennes. Ces rencontres ont été, le plus souvent, sanctionnées par des résolutions et des communiqués conjoints contenant les principes et les mesures en vue d'une résolution durable du conflit (rencontres plus fréquentes des autorités, patrouilles mixtes des forces de l'ordre, matérialisation de la frontière, etc.). Malheureusement les décisions arrêtées de façon consensuelle ne sont pas toujours bien appliquées ou pas du tout appliquées. Ceci porte un coup sérieux à la crédibilité des deux Etats et renforce le sentiment de leur impuissance à trouver une solution à la crise. A Siradiouba comme à Dalakan, les communautés déplorent le laxisme des autorités de part et d'autre de la frontière. La conséquence d'un tel sentiment est le renforcement de l'idée de se faire justice soi-même. Dans un tel contexte, le cycle infernal des attaques et des revanches n'est pas près de

s'arrêter. Le contexte est d'autant plus délétère que les populations de part et d'autre accusent les forces de l'ordre de participer aux attaques aux côtés des civils.

➤ ***Insuffisance de moyens aux niveaux des administrations frontalières et des forces de sécurité pour gérer les conflits***

De part et d'autre de la frontière, il y a un grand décalage entre les moyens mis à la disposition des autorités frontalières et les missions qui sont les leurs. Il est difficile de comprendre que dans un contexte de conflits récurrents, on n'augmente pas les moyens financiers et matériels des autorités déconcentrées et des forces de l'ordre. La mission a cependant constaté que du côté malien, il y a eu plus d'effort que du côté guinéen en termes d'équipement des forces de l'ordre. Dans tous les cas, les moyens sont insuffisants dans l'ensemble. Ainsi, il est aujourd'hui impossible d'organiser des patrouilles mixtes, alors que des actes de provocations et des rumeurs d'attaques sont signalés de part et d'autre du fleuve.

➤ ***Existence d'une tentative de résolution de la communauté des ressortissants du Wassoulou***

La communauté des ressortissants du Wassoulou s'est également impliquée dans la recherche d'une solution aux conflits dans la zone frontalière. Ainsi, l'Union des communautés du Wassoulou (UNI-CO-WA), regroupant des maliens, guinéens et ivoiriens, a organisé des actions de médiation et des rencontres communautaires en vue de trouver une solution fondée sur la tradition et la coutume. Ces actions ont également montré leurs limites, à cause sans doute du fait que les facteurs endogènes traditionnels sont de moins en moins prégnants face aux facteurs exogènes liés aux bouleversements politiques et socio-économiques que les différentes localités ont connus. Ainsi, à Dalakan, il a été rapporté à la mission l'épisode de la rencontre communautaire de Guélénikoro, au cours de laquelle il avait été proposé de faire recours à une règle coutumière pour déterminer le véritable propriétaire de la terre litigieuse. Cette règle coutumière, qui est une forme d'ordalie, fait consommer par les prétendants un morceau de la terre litigieuse avec comme issue la mort pour celui qui ment. Selon les habitants de Dalakan, le chef de village de Siradiouba aurait refusé de se soumettre à cette épreuve.

➤ ***Extrême pauvreté des communautés***

A cause de la répétition des conflits, les activités agricoles sont de plus en plus réduites. Ceci est un facteur d'accroissement de la pauvreté pour des populations connaissant déjà des conditions de vie précaires. A Dalakan, la quasi-totalité des terres de culture se trouvent derrière le fleuve, et depuis plusieurs mois ses habitants ne peuvent pas accéder à ces terres. Certaines familles ont du mal à se nourrir convenablement.

Le fait que les attaques mutuelles s'accompagnent de vol et de destruction de biens (animaux, matériels agricoles, champs et habitations) compromet davantage les activités économiques et contribue à la paupérisation des populations.

➤ ***Non précision des limites frontalières et des limites des terroirs villageois***

A l'origine du conflit, il y a des revendications des deux villages à propos de la propriété des terres litigieuses. Les mêmes revendications sont à l'origine de conflits entre d'autres villages maliens et guinéens. Si une telle situation se rencontre dans beaucoup d'endroits en Afrique, notamment à l'intérieur des Etats, elle prend ici un caractère particulier à cause du fait qu'elle concerne une zone frontalière entre deux Etats. La non-précision et la non-matérialisation de la frontière ajoutent ainsi à la sensibilité de la question.

➤ ***Nécessité exprimée unanimement de délimiter la frontière***

Tous les acteurs expriment la nécessité des délimiter la frontière entre les deux pays. Ceci ressort ainsi des documents adoptés à l'issue des rencontres entre les autorités maliennes et guinéennes. Les populations de Siradiouba et de Dalakan ont également clairement affirmé que seule la délimitation de la frontière est à même d'offrir une solution durable au problème.

Il faut cependant comprendre que la matérialisation de la frontière ne résout pas automatiquement les problèmes, car personne ne pourra empêcher un animal d'aller chercher de la nourriture de « l'autre côté ». Par ailleurs, une frontière imposée par les Etats n'a pas de chance d'être respectée par les populations locales qui ont d'autres référents et qui subissent des pressions de plus en plus forte sur les terres.

Au vu des constats susmentionnés, la mission a jugé nécessaire de faire des recommandations en vue de trouver une solution durable aux conflits à répétition dans la zone frontalière.

III. Recommandations

Les mesures faisant l'objet de recommandation doivent être adoptées à court et moyens termes.

Les recommandations à court terme

- ❖ Renforcer les moyens d'action des administrations frontalières et des forces de sécurité pour éviter tout risque d'affrontement entre les deux communautés et une dégénération du conflit en affrontement entre les forces de l'ordre des deux Etats.
- ❖ Organiser immédiatement les patrouilles mixtes pour sécuriser la zone frontalière et les communautés dans leur mobilité spatiale. Des mesures concrètes doivent être prises pour empêcher les affrontements. Les provocations et les fausses rumeurs peuvent créer à la longue une situation incontrôlable.
- ❖ Impliquer immédiatement l'Union des Communautés du Wassoulou et les organisations de la société civile des deux pays à travers l'organisation d'un forum de concertation dans un bref délai dans le village de Donsoso (où se trouve le chef de cette union).

Les recommandations à moyen terme

Organiser une étude situationnelle de base prenant en compte les dimensions socio-économiques et foncière du conflit qui, débouchera sur un programme de gestion des ressources naturelles de la zone transfrontalière et de mise en place d'actions de développement conjointes. Ce programme mettra également en œuvre un processus participatif de matérialisation des limites frontalières (Land Net pourra offrir son expertise à travers différents modèles comme, par exemple, les Plans fonciers).

En guise de conclusion

Il est important que l'ensemble des acteurs soit mobilisé dès à présent pour entreprendre conjointement des actions immédiates et énergiques. Pour ce faire, LandNet West Africa doit rencontrer dans les plus brefs délais les plus hautes autorités des deux pays (Ministres, Présidents des Assemblées Nationales) ainsi que les organisations de la société civile, y compris les communautés guinéenne et malienne au Mali et en Guinée.

Elle doit également rechercher avec les gouvernements des deux Etats le financement du Forum de concertation à Donsoso (village du chef de l'union des communautés de Wassoulou). Parallèlement, une mission doit être organisée conjointement avec les autorités administratives pour annoncer la tenue du Forum. Une telle action sera un signe fort à l'endroit des habitants de la zone frontalière et sera considérée comme le début des actions de résolution du conflit.

Annexe 1: Composition de la délégation

Prénom et noms	Pays	Structure	Contacts
Ibrahim Nabi Diakité	Guinée	Conseil national de la société civile	Tél : (00224) 64214273/2700016/62216254 Email : idiakite@rti.org diacki@yahoo.fr
Amadou Kéita	Mali	Groupe de recherche en sociologie et droit appliqués	Tél : (00223) 6133757 Email : keita_amad@yahoo.fr
Cdt Karamoko Dioubaté	Guinée	REFMAP	Tél : (00224) 60547552/64708983
Ibrahim Maïga	Mali	Association jeunesse et développement	Tél : (00223) 6124121 Email : ibahahi@yahoo.fr
Kadiatou Dionne	Guinée	Journal le jour	Tél : 64 42 43 67 Email : kadidionne@yahoo.fr Lejourguinee.com
Kô Samaké	Mali	Réseau réussir la décentralisation au Mali	Tél : (00223) 6949329/2209412 Email : samake0909ko@yahoo.fr cek@afribone.net.ml
Ibrahima Sory Sow	Guinée	Radio télévision Guinée	Tél : (00224) 60580589/646191
Chaka Konta	Mali	Chauffeur	Tèl : (00223) 6930011
Mr. Baldé	Guinée	Chauffeur	Tél :

Annexe 2 : Personnes ressources rencontrées

Prénoms et nom	Pays	Structure	Fonction	contacte
Réné Bayo Kamano	Guinée	Gouvernorat de Kankan	Gouverneur	Tél :
Sinkoun Hassane Samoura	Guinée	Préfecture de Madiama	Secrétaire général	00224 64971440
Momory Yombouno	Guinée	Sous-préfecture de Niantanina	Sous-préfet	Tél :
Alfred Mauffé Yombouno	Guinée	Préfecture de Madiama	Secrétaire général adjoint	Tél : (00224) 64823213
Guéladio Kéita	Guinée	Sous-préfecture de Morodou	Sous-préfet	Tél : (00224) 64558383
Cdt Kenneth	Guinée	Armée Nationale	Chef des rangers Mandiana	Tél : (00224) 60466429/ 64216020
Brahima Koné	Mali	Préfecture de Yanfolila	Préfet	Tél : (00223) 2651059
Zoumana Norber Dembélé	Mali	Préfecture de Yanfolila	Adjoint du Préfet	Tél : (00223) 2651059
Marc Macki Dacko	Mali	Sous-préfecture de Yanfolila	Sous-préfet	Tél :
Alhousseyne Sidibé	Mali	Conseil de cercle Yanfolila	Président du conseil de cercle	Tél :
Caleb Guirou	Mali	Sous-préfecture de Guéliéninkoro	Sous-préfet	Tél :
Lt Alhassane Maïga	Mali	Poste Garde Nationale Guéliéninkoro	Chef de poste	Tél :